Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JUIN 1871.

Prorogation de la loi du 7 juillet 1865, relative aux étrangers (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PETY DE THOZÉE.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous faire rapport sur le projet de loi déposé par M. le Ministre de la Justice, pendant la séance du 15 juin dernier.

EXAMEN EN SECTIONS.

La 1^{re} section demande pourquoi l'expulsion des étrangers n'est pas entourée des mêmes garanties que l'extradition, pour laquelle intervient l'autorité judiciaire. Elle adopte le projet de loi.

La 2^e section fait observer que la loi du 22 septembre 1835, relative à l'expulsion des étrangers, était une loi d'exception, obligatoire pour trois ans seulement, à moins qu'elle ne fût renouvelée; des modifications y ont été introduites par la loi du 7 juillet 1865. Mais cette dernière, d'après le projet soumis à la Législature, devrait aussi s'appliquer à la loi du 5 avril 1868 et à la loi complémentaire du 1^{er} juin 1870, sur les extraditions. Pour ce motif, la section rejette le projet.

Dans la 3^e section, un membre émet l'avis que la loi du 7 juillet 1865 ne donne pas assez de garanties aux étrangers, même après les modifications insérées dans le projet. Elle rejette celui-ci par parité de voix.

La 4^e section adopte le projet par quatre voix contre une.

(1) Projet de loi, n° 163.

(2) La section centrale, présidée par M. TACK, était composée de MM. JULLIOT, DAVID, PETY DE THOZÉE, BIEBUYCK, HAYEZ et DE FUISSEAUX.

Elle croit qu'il serait utile de demander au Gouvernement :

1° L'état numérique annuel des étrangers expulsés et renvoyés de Belgique, depuis le 6 mai 1868, classés par motifs d'expulsion ;

2° En vertu de quelle disposition de loi a lieu l'expulsion des étrangers pour défaut de moyens d'existence ;

3° S'il considère la loi dont la prorogation est proposée, comme applicable aux étrangers autorisés, par les traités, à voyager et à résider sur notre territoire, comme les nationaux ;

4° S'il considère, comme étant encore en vigueur, le décret du 23 messidor an III, art. 9, la loi du 28 vendémiaire an VI, art. 7, et l'arrêté du 16 octobre 1830, art. 2 et 3 (1).

La 5^e section adopte le projet, sans observation.

Il est repoussé par parité de voix dans la 6^e section.

Un membre estime, que le droit commun suffit pour réprimer les délits qui seraient reprochés à l'étranger ; il ajoute, que s'il est parfois nécessaire d'expulser du pays un étranger qui troublerait la paix publique, on ne peut en aucun cas refuser à cet étranger les garanties que la justice accorde à tous ceux qu'elle soupçonne. Le droit de se défendre, de faire entendre des témoins, de se choisir un défenseur, de profiter de l'oralité et de la publicité des débats judiciaires, toutes ces garanties constituent des droits inaliénables, dont on ne peut priver l'étranger plus que le citoyen belge. Il conclut de là que l'étranger accusé d'avoir troublé l'ordre ou la tranquillité publique sera justiciable des tribunaux ordinaires et jouira des garanties de droit commun.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

DISCUSSION GÉNÉRALE.

Un membre propose d'insérer la disposition suivante dans la loi :

« Le Gouvernement, avant d'expulser l'étranger, devra prendre l'avis de l'autorité judiciaire; il pourra exercer la contrainte préventive pendant l'instruction. »

L'intervention de l'autorité judiciaire, sous diverses formes, a été souvent demandée, tant dans cette Chambre que dans la presse, pour atténuer le pouvoir discrétionnaire que la loi sur l'expulsion des étrangers donne au Gouvernement.

Dans la séance du 29 juin 1865, l'honorable M. A. Nothomb faisait une proposition du même genre. Par un amendement produit pendant la discussion de la loi dont la prorogation nous est demandée, il imposait au Gouvernement l'obligation de ne prononcer l'expulsion, qu'après avoir pris l'avis de la chambre du conseil du tribunal dans le ressort duquel réside l'étranger.

« Ce système porterait atteinte aux droits du pouvoir exécutif, et dénaturerait en même temps les véritables attributions de la magistrature, » objecta l'honorable M. Tesch, Ministre de la Justice, dans le cours de ces remarquables débats.

(1) Les réponses du Gouvernement font l'objet de l'annexe jointe au présent rapport.

On ne peut invoquer, comme précédent, l'intervention du pouvoir judiciaire, dans les cas d'extradition; car il ne s'agit alors que de faits déterminés et prévus par la loi pénale; tandis qu'il est impossible de spécifier toutes les circonstances, parfois d'un caractère exclusivement politique, dans lesquelles le repos public sera compromis, et l'expulsion nécessaire.

L'intervention de l'autorité judiciaire n'est pas le meilleur moyen de concilier les devoirs de l'hospitalité avec les exigences de la sécurité du pays. Au lieu de protéger les intérêts de l'étranger, les partisans de ce système introduisent dans la loi une disposition qui lui serait souvent défavorable. Une tache infamante s'attachera en quelque manière à l'expulsion, lorsqu'elle n'aura plus le caractère d'une simple mesure de police. De plus, les lenteurs d'une instruction judiciaire entraîneront des dangers, contre lesquels il n'y aura d'autre remède que l'emprisonnement préventif.

En résumé, le droit de l'individu sera froissé, en même temps que l'on aura affaibli le Gouvernement, préparé des conflits et *organisé* la confusion des pouvoirs

Tout en rendant hommage à l'indépendance et au patriotisme de la magistrature belge, il faut bien reconnaître que le pouvoir exécutif, gardien naturel de l'ordre dans le pays et de la sécurité de nos relations extérieures, est mieux placé pour apprécier les cas difficiles, les situations délicates.

Les attributions pénibles et désagréables, que lui confère la loi sur les étrangers, sont entourées de la plus forte des garanties, la responsabilité ministérielle : il faut se garder de la déplacer ou de l'affaiblir par le concours d'une autorité que les Chambres elles-mêmes ne peuvent atteindre.

Outre le contrôle du pouvoir législatif, des garanties exceptionnelles sont exigées; la loi veut que les arrêtés d'expulsion soient délibérés en conseil des Ministres, et qu'il soit rendu compte annuellement de son exécution aux Chambres.

Cette dernière obligation, que le projet introduit dans la loi du 7 juillet 1863, « est une garantie, dit l'exposé des motifs, que le Gouvernement n'usera qu'avec » la plus grande modération de l'arme remise en ses mains, pour protéger la » tranquillité et la sécurité du pays. »

Depuis 1833, les principes de la loi sur l'expulsion des étrangers ont subi l'épreuve de douze discussions au Parlement, et quel que fût le parti au pouvoir, ils ont été consacrés par de fortes majorités. Sous l'empire de cette législation, la sécurité de l'étranger honorable et paisible a toujours été complète. Des milliers de réfugiés politiques et d'autres exilés sont venus chercher un asile parmi nous; leurs infortunes ont inspiré de profondes sympathies, et nous pouvons dire avec orgueil, que notre renom d'hospitalité a grandi. Pendant trente-six ans, les ministres qui se sont succédés au pouvoir ont appliqué la loi avec prudence et modération.

Après cette expérience déjà longue, peut-on craindre encore que cette loi, qui a été l'objet de tant de critiques, consacre l'arbitraire, et soutenir qu'elle n'est pas en harmonie avec nos institutions libérales?

Mais en fût-il autrement, la majorité de la section centrale se demande si le

moment serait bien choisi, pour désarmer le Gouvernement contre les étrangers qui abusent du droit d'asile. Dans les circonstances actuelles surtout, ne devons-nous pas nous préoccuper des dangers que peut courir la patrie, plus encore que du respect pour la liberté individuelle de tout homme qui foule le sol belge?

Tels sont, Messieurs, les motifs pour lesquels la section centrale a repoussé l'amendement proposé, par trois voix contre une.

DISCUSSION DES ARTICLES.

L'étranger qui a été poursuivi par la justice d'un autre pays, pour les crimes ou délits entraînant l'extradition, ne peut équitablement être expulsé de ce chef, lorsque l'accusation dirigée contre lui a été suivie d'un acquittement. Le Gouvernement propose de biffer une clause inique qui exposait cet homme aux rigueurs de l'administration, s'il venait chercher un refuge sur notre territoire, après que son innocence avait été proclamée.

Dans ce but, le projet du Gouvernement modifie en ces termes l'art. 1^{er} de la loi du 7 juillet 1865 :

L'étranger résidant en Belgique, qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique, ou qui est poursuivi ou condamné à l'étranger, etc.

La loi s'applique non-seulement à l'étranger qui est sous le coup d'une condamnation, mais également à celui qui a subi sa peine. C'est ce que le texte du projet n'exprime pas assez clairement. Pour lever un doute que pourrait faire naître la rédaction du Gouvernement, la section centrale en propose une nouvelle, que vous trouverez ci-après.

Par quatre voix et une abstention, elle approuve le projet de loi avec cette modification, et elle a l'honneur, Messieurs, de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
PETY DE THOZÉE.

Le Président,
P. TACK.

PROJETS DE LOI.

PROJET DU GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER.

La loi du 7 juillet 1868 relative aux étrangers est prorogée jusqu'au 17 juillet 1874, avec les modifications suivantes :

A l'art. 1^{er}, sont substitués :

1° Aux mots : *qui a été poursuivi*, ceux : *qui est poursuivi*.

2° Aux mots : *conformément à la loi du 1^{er} octobre 1853*, ceux : *conformément aux lois du 5 avril 1868 et 1^{er} juin 1870*.

A l'art. 2, § 3, sont substitués aux mots : *dont il a des enfants*, ceux : *dont il a un ou plusieurs enfants*.

ART. 2.

Il sera rendu compte annuellement aux Chambres de l'exécution de la présente loi.

ART. 3.

La loi sera exécutoire le lendemain de sa publication.

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

La loi du 7 juillet 1868 relative aux étrangers est prorogée jusqu'au 17 juillet 1874, avec les modifications suivantes :

Le § 1^{er} de l'art. 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

L'étranger résidant en Belgique, qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique, *celui qui est poursuivi ou qui a été condamné à l'étranger*, pour les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, conformément *aux lois du 5 avril 1868 et du 1^{er} juin 1870*, etc.

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

ANNEXE.

QUESTIONS.

1° État numérique annuel des étrangers expulsés et renvoyés de Belgique, depuis le 6 mai 1868.

2° En vertu de quelle disposition législative a lieu l'expulsion des étrangers pour défaut de moyens d'existence ?

3° Le Gouvernement considère-t-il la loi dont la prorogation est proposée, comme applicable aux étrangers autorisés, par les traités, à voyager et à résider sur notre territoire, comme les nationaux ?

4° Le Gouvernement considère-t-il comme étant encore en vigueur le décret du 25 messidor an III, art. 9, la loi du 28 vendémiaire an VI, art. 7, et l'arrêté du 6 octobre 1830, art. 2 et 3 ?

RÉPONSES.

Ci-joint l'état numérique à partir du 17 juillet 1865 jusqu'au 31 décembre 1870.

Les étrangers dépourvus de moyens d'existence ne sont renvoyés du pays que lorsqu'ils n'ont pas de résidence dans le royaume ou qu'ils ont été condamnés pour mendicité ou vagabondage.

Dans le premier cas, ils sont renvoyés du pays en vertu de l'art. 9 de la loi du 25 messidor an III et de l'art. 3 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1830.

Dans le second cas, ils sont conduits à la frontière, conformément aux dispositions de l'art. 3 de la loi du 3 avril 1848.

Oui. Ces autorisations sont accordées par des traités commerciaux et ne peuvent avoir pour conséquence d'abroger les lois de police.

Ces traités exigent, en outre, la réciprocité, et, dans aucun des pays avec lesquels ils ont été conclus, les lois de police concernant les étrangers n'ont été abolies en faveur de nos nationaux.

Le Gouvernement considère comme étant encore en vigueur :

1° L'art. 9 de la loi du 25 messidor an III;

2° L'art. 3 de la loi du 6 octobre 1830, mais seulement en ce qui concerne les étrangers qui n'ont pas de résidence en Belgique.

La force obligatoire de ces dispositions législatives est péremptoirement démontrée.

DEMANDES.

RÉPONSES.

par les considérations émises par M. Tesch, dans la séance de la Chambre des Représentants du 24 juin 1865. (Annales parlementaires, pp. 1261 à 1264.)

L'art. 2 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1850 n'est plus exécuté.

Il en est de même de l'art. 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI. Les dispositions de cet article sont remplacées par celles de la loi du 7 juillet 1865.

État numérique des étrangers expulsés et renvoyés du pays, depuis le 17 juillet 1865 jusqu'au 31 décembre 1870.

DATES.	ÉTRANGERS RENVOYÉS PAR ARRÊTÉ ROYAL.		ÉTRANGERS RENVOYÉS DU PAYS SANS ARRÊTÉ ROYAL D'EXPULSION.				TOTAUX.	Observations.
	NOMBRE des arrêtés royaux à charge des étrangers poursuivis ou con- damnés pour l'un des crimes énumérés dans les lois du 1 ^{er} octobre 1833, du 5 avril 1868 et du 1 ^{er} juin 1870.	NOMBRE des arrêtés royaux d'expulsion à charge d'étrangers compro- mettant la tranqui- lité publique pour motif politique.	POUR MOTIFS POLITIQUES.	SANS MOTIFS POLITIQUES.				
				CONDUITS à la frontière par la gendarmerie, pour défaut de moyens d'existence.	CONDUITS à la frontière par la gendarmerie, à la suite de condamna- tions.	RENNVOYÉS du pays au moyen de feuilles de route.		
Du 17 juillet au 31 décembre : 1865	445	2	»	976	264	31	1,418	
— — 1866	455	»	»	1,038	192	17	1,422	
— — 1867	456	»	»	1,551	233	4	1,946	
— — 1868	448	»	»	1,604	241	11	2,004	
— — 1869	439	4	»	1,433	180	6	1,459	
— — 1870	98	»	»	1,287	178	14	1,577	
TOTAUX. . .	841	5	»	7,389	1,310	85	9,826	